

saurait, seul, mettre fin à la prolifération des armements ou gérer les flux financiers internationaux. Les observateurs pessimistes voient dans la totale débâcle de la Somalie et du Liberia des exemples de la « faillite des États » et le commencement de l'« anarchie à venir ». D'autres craignent l'apparition de nouveaux conflits ethniques et religieux tels que celui qui a détruit la Yougoslavie.

Certains voient la situation que je viens de décrire et concluent que nous devons nous y résigner. Selon eux, l'État, gêné par des ressources décroissantes et une perte de stature, n'est ni prêt, ni disposé à s'attaquer aux problèmes mondiaux et d'ailleurs n'en est pas capable. D'aucuns pensent que l'État devrait se retirer de nombreux secteurs traditionnels et laisser les gens conduire seuls leurs affaires. D'autres encore prétendent que nous sommes sur le point d'assister à un « effritement de l'État » et, en particulier, à la fin de son rôle comme principal acteur sur la scène internationale.

Je ne pense pas que l'État soit condamné. Dans le passé, il s'est adapté aux conditions nouvelles et il peut le faire encore. Les pays occidentaux relèvent le défi de la légitimité en élargissant le droit de vote et ils relèvent celui de la justice sociale en créant des programmes qui forment un filet de sécurité pour venir en aide aux défavorisés. Dans les relations internationales, le récent accord de paix israélo-jordanien nous a montré une fois de plus que l'État peut être remarquablement souple, surtout en période de crise et de changement, et il y a tout lieu de croire qu'il continuera à l'être.

Mon optimisme se fonde sur les valeurs qui sont les plus chères aux Canadiens et à des citoyens du monde entier, lesquels sont persuadés qu'en fin de compte il faut un responsable, et ce responsable c'est l'État. Qu'il s'agisse d'un gouvernement fédéral ou provincial ou, dans un avenir peut-être pas si lointain, du gouvernement de l'Union européenne, il faut un centre de responsabilité pour qu'il y ait démocratie. Les peuples ne peuvent exiger que des organisations comme l'ONU leur rendent directement des comptes; ils ne peuvent pas non plus demander à une organisation non gouvernementale ou à une société multinationale de s'expliquer devant le Parlement. La démocratie signifie que les gens peuvent exercer un certain contrôle sur leur vie par l'intermédiaire de leurs représentants.

Nous avons vu ce qui peut se produire quand les peuples n'ont pas l'impression d'avoir un gouvernement qui leur rend des comptes et qui est sensible à leurs besoins d'une manière concrète. Dans certaines sociétés, on assiste à une poussée du fondamentalisme religieux et ethnique parce que les peuples se sentent impuissants : une solution a été de prendre les armes. Dans d'autres sociétés, la passivité politique augmente parce que les